

Une ambition numérique qui reste à financer...



Le président Edouard Fritch a participé, lundi après-midi, aux côtés des présidents de l'Assemblée de Polynésie française et du CESC, à une présentation des travaux sur l'élaboration du schéma directeur d'aménagement numérique de la Polynésie française.

A cette occasion, le président a rappelé les enjeux pour la Polynésie française relatifs au développement du secteur du numérique. Il a notamment souligné le fait que le numérique constituait un sujet important sur lequel toutes les forces vives de la société polynésienne s'accordent. Les acteurs de la sphère économique (chefs d'entreprise, banques), de l'éducation, de la santé, de la recherche, des télécommunications, des administrations, sont tous concernés par les potentialités offertes par l'augmentation des débits et par la réduction de la fracture numérique.

En effet, grâce au numérique, tous les élèves de la Polynésie française peuvent bénéficier d'une ouverture sur le monde, accéder à des ressources documentaires et échanger avec d'autres enfants du monde entier. Les médecins et infirmiers vont pouvoir, de leur côté, échanger rapidement des données, des radios, pour améliorer les diagnostics en temps réel et garantir ainsi un niveau de soins optimal pour tous, les secours pouvant être mieux coordonnés et toujours plus réactifs afin de porter assistance à tous. Les acteurs économiques pourront, pour leur part, sécuriser leur approvisionnement et assurer la promotion de leurs produits.

Edouard Fritch a cependant souligné qu'il était essentiel pour assurer la réussite de ce développement, de formaliser une stratégie numérique à l'échelle de la Polynésie française et d'identifier son financement pour supporter les investissements importants nécessaires à sa mise en œuvre. C'est en effet grâce à la définition précise et étayée de son ambition numérique, que la Polynésie française pourra prétendre à la mobilisation de moyens de financement nouveaux, y compris nationaux.

Le président a remercié l'ensemble des participants présents, et a conclu en expliquant qu'ils posaient la première pierre d'un édifice important qui appellerait, dans les mois et années à venir, la mobilisation de tous les acteurs institutionnels du Pays.

Communiqué du gouvernement